

PBF November 2024 Project Progress Report



PEACEBUILDING
FUND



APERCU DU PROJET

Nous vous remercions d'avoir pris le temps de remplir le rapport d'activité de projet du PBF. Pour les projets avec plus d'un récipiendaire, veuillez consulter vos co-récipiendaires avant de remplir le formulaire afin d'assurer une collaboration sur les réponses. Si vous avez des questions ou si vous avez besoin d'une assistance technique pour remplir le formulaire, veuillez envoyer un e-mail à gabriel.velasteguimoya@un.org.

Appuyer sur Next pour commencer

» Soumission du rapport

Type de rapport *

- Semestriel
- Annuel
- Final
- Autre

Date de soumission du rapport *

2024-11-14

2024-11-14

Nom et titre de la personne qui soumet le rapport *

Martin KOLIE, Coordinateur de Projet

Adresse e-mail de la personne soumettant le rapport *

martin.kolie@un.org

Nom et titre de la personne qui a approuvé le rapport *

Mathias SPALIVIERO

Tous les bénéficiaires de fonds pour ce projet ont-ils contribué au rapport ? *

- Oui
 Non

Le Secrétariat PBF ou point focal auprès du Bureau du Coordonnateur Résident a-t-il revu le rapport? *

Vous devriez normalement veiller à ce que le Secrétariat du PBF ou le point focal du PBF aient l'opportunité de procéder à une révision

- Oui
 Non
 Pas Applicable

» Informations sur le projet et portée géographique

S'agit-il d'un projet transfrontalier ? *

- Oui Non

Veuillez sélectionner la région géographique dans laquelle le projet est mis en œuvre

- Asie et le Pacifique
- Afrique centrale et australe
- Afrique de l'Est
- Europe et Asie centrale
- Global
- Amérique Latine et Caraïbes
- Moyen-Orient et Afrique du Nord
- Afrique de l'Ouest

Pays de mise en œuvre du projet *

- Bénin
- Burkina Faso
- Côte D'Ivoire
- Gambie
- Ghana
- Guinée
- Guinée-Bissau
- Liberia
- Mali
- Mauritanie
- Niger
- Nigeria
- Sénégal
- Sierra Leone
- Togo
- Autre, précisez

Autre, veuillez préciser *

Titre du projet *

- 00122868: Projet Secrétariat: Appui à la Coordination des Projets du Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF) en République de Guinée
- 00129551: Renforcement du dialogue multi-acteurs pour une gouvernance foncière et environnementale responsable en Basse Guinée
- 00133056: Projet d'appui au renforcement de la cohésion sociale et à la réconciliation nationale en Guinée
- 00133059: Appui à la participation des jeunes (femmes et hommes) pour une transition apaisée et inclusive
- 00133097: Appui à la participation des femmes pour une transition inclusive et apaisée en République de Guinée
- 00140076: Filles et Femmes Engagées pour la Construction de la Paix en Guinée (FIFEP-Guinée)
- 00140380: Appui à la prévention des conflits et renforcement de la résilience économique des communautés transfrontalières de Guinée & du Mali (Guinée)
- 00140653: Appui à la promotion et à la protection des droits de l'homme pour la consolidation de la paix en Guinée
- Autre, Precisez

Ecrivez le numéro MPTFO à 8 chiffres et le titre du projet exactement comme il apparaît dans le document de projet.

EXEMPLE: 00129359: Appui à la mise en place d'un Observatoire de la Promotion de l'Égalité et de l'Équité de genre au Tchad

Veuillez sélectionner la (les) région(s) géographique(s) dans laquelle (lesquelles) le projet est mis en œuvre.

Si le projet que vous recherchez n'apparaît pas dans la question suivante, veuillez vous assurer que vous avez sélectionné les bonnes régions. Un nombre limité de projets transfrontaliers couvre plusieurs régions géographiques. Par exemple, un projet transfrontalier entre le Niger et le Tchad couvre à la fois l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale et australe

- | | | |
|--|---|--|
| <input type="checkbox"/> Asie et le Pacifique | <input type="checkbox"/> Afrique centrale et australe | <input type="checkbox"/> Afrique de l'Est |
| <input type="checkbox"/> Europe et Asie centrale | <input type="checkbox"/> Global | <input type="checkbox"/> Amérique Latine et Caraïbes |
| <input type="checkbox"/> Moyen-Orient et Afrique du Nord | <input type="checkbox"/> Afrique de l'Ouest | |

Veuillez sélectionner le titre du projet pour lequel vous soumettez le rapport

Ecrivez les numéros MPTFO à 8 chiffres et le titre du projet exactement comme il apparaît dans le document de projet.

EXEMPLE: 00113700/1: Jeunes et paix: "Une approche transfrontalière entre le Mali et le Burkina-Faso"

Veuillez sélectionner les pays où ce projet est mis en œuvre

Autre, veuillez préciser

Date de début du projet (Date du premier décaissement)

2021-12-07

2021-12-07

Date de fin du projet

2024-06-08

2024-06-08

Ce projet a-t-il bénéficié d'une prolongation ?

- OUI, extension avec coût
- OUI, extension sans coût
- OUI, extensions avec et sans coût
- NON, pas d'extensions

Ce projet demandera-t-il une prolongation ?

- OUI, extension avec coût
- OUI, extension sans coût
- OUI, extensions avec et sans coût
- NON, pas d'extensions

La date de fin du projet actuel est-elle dans 6 mois ? *

- Oui
 Non

Les fonds sont-ils versés soit dans un fonds fiduciaire national ou régional ? *

- Oui
 Non

Si oui, veuillez sélectionner lequel *

- Fonds Fiduciare National
 Fonds Fiduciare Régional

Récipiendaire

L'agende coordinatrice est-elle une agence de l'ONU ou une entité non onusienne ? *

- Entité de l'ONU
 Entité non ONU

Veuillez sélectionner l'agence coordinatrice *

- PNUD : Programme des Nations unies pour le développement
 OIM : Organisation internationale pour les migrations UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance
 BHCDH : Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
 UNWOMEN : Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
 UNHCR : Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
 UNFPA : Fonds des Nations unies pour la population FAO : Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
 PAM : Programme alimentaire mondial
 UNHABITAT : Programme des Nations Unies pour les établissements humains
 UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
 PNUE : Programme des Nations Unies pour l'environnement OIT : Organisation internationale du travail
 OMS : Organisation mondiale de la santé OPS/OMS
 FENU : Fonds d'équipement des Nations Unies
 UNODC : Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
 UNOPS : Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
 ONUDI : Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
 ITC : Centre du commerce international Département des opérations de paix de l'ONU
 Autre, Precisez

Autre, veuillez préciser *

Y a-t-il d'autres récipiendaires pour ce projet ? *

- Aucun autre récipiendaires
- Oui, Autres récipiendaires de l'ONU uniquement
- Oui, Autres récipiendaires non l'ONU uniquement
- Oui, Autres récipiendaires de L'ONU et non-ONU

Veuillez sélectionner d'autres récipiendaires des Nations Unies

Vous pouvez sélectionner plusieurs

- PNUD : Programme des Nations unies pour le développement
- OIM : Organisation internationale pour les migrations UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance
- BHCDH : Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
- UNWOMEN : Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
- UNHCR : Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
- UNFPA : Fonds des Nations unies pour la population FAO : Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
- PAM : Programme alimentaire mondial
- UNHABITAT : Programme des Nations Unies pour les établissements humains
- UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
- PNUE : Programme des Nations Unies pour l'environnement OIT : Organisation internationale du travail
- OMS : Organisation mondiale de la santé OPS/OMS
- FENU : Fonds d'équipement des Nations Unies
- UNODC : Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
- UNOPS : Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
- ONUDI : Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
- ITC : Centre du commerce international Département des opérations de paix de l'ONU
- Autre, Precisez

Autre, veuillez préciser

Veuillez sélectionner d'autres récipiendaires non-ONU *

- | | | |
|--|--|---|
| <input type="checkbox"/> ACTED | <input type="checkbox"/> Action Aid UK | <input type="checkbox"/> AAITG (ActionAid the Gambia) |
| <input type="checkbox"/> AEDE | <input type="checkbox"/> African Centre for the Constructive Resolution of Disputes (ACCORD) | |
| <input checked="" type="checkbox"/> Agence de Coopération et de Recherche pour le Développement (ACORD) | | |
| <input type="checkbox"/> American Friends Service Committee (AFSC) | <input type="checkbox"/> Avocats Sans Frontières | |
| <input type="checkbox"/> Avocats Sans Frontières Belgium | <input type="checkbox"/> Avocats sans frontières Canada | <input type="checkbox"/> Ayuda en Accion |
| <input type="checkbox"/> CARE International UK | <input type="checkbox"/> Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) - BF | |
| <input type="checkbox"/> Christian Aid Ireland | <input type="checkbox"/> COIPRODEN | <input type="checkbox"/> Concern Worldwide |
| <input type="checkbox"/> Conexion Guatemala | <input type="checkbox"/> COOPI - Cooperazione Internazionale | <input type="checkbox"/> CORD Burundi |
| <input type="checkbox"/> CORDAID | <input type="checkbox"/> Corporacion Sisma Mujer | <input type="checkbox"/> CRS - Catholic Relief Services |
| <input type="checkbox"/> DanChurchAid | <input type="checkbox"/> EQUITAS | <input type="checkbox"/> Fund for Congolese Women |
| <input type="checkbox"/> Fundacion Estudios Superior (FESU) | <input type="checkbox"/> Fundación Mi Sangre (FMS) | |
| <input type="checkbox"/> Fundación Nacional para el Desarrollo de Honduras (FUNADEH) | <input type="checkbox"/> Fundación para la Libertad de Prensa (FLIP) | |
| <input type="checkbox"/> HELVETAS Swiss Intercooperation | <input type="checkbox"/> Humanity & Inclusion (HI) | |
| <input type="checkbox"/> ICTJ (International Center for Transitional Justice) | <input type="checkbox"/> Instituto Holandes para Democracia Multipartidaria (NIMD) | |
| <input type="checkbox"/> Integrity Watch | <input type="checkbox"/> International Alert | <input type="checkbox"/> International Rescue Committee |
| <input type="checkbox"/> Interpeace | <input type="checkbox"/> Kvinna till Kvinna Foundation | <input type="checkbox"/> Life and Peace Institute (LPI) |
| <input type="checkbox"/> MDG-EISA - Institut Electoral pour une Démocratie Durable en Afrique (EISA), bureau de Madagascar | | |
| <input type="checkbox"/> Mercy Corps | <input type="checkbox"/> MLAL - ProgettoMondo | <input type="checkbox"/> MSIS-TATAO |
| <input type="checkbox"/> NIMD (Netherlands Institute for Multiparty Democracy) | <input type="checkbox"/> Norwegian Refugee Council (NRC) | |
| <input type="checkbox"/> OIKOS | <input type="checkbox"/> ONG Adkoul - ONG Adkoul | <input type="checkbox"/> ONG AZHAR |
| <input type="checkbox"/> OXFAM | <input type="checkbox"/> Peace Direct | <input type="checkbox"/> Plan International |
| <input type="checkbox"/> PNG UN Country Fund | <input type="checkbox"/> Red de Instituciones por los Derechos de la Niñez | |
| <input type="checkbox"/> ROI - Roza Otunbayeva Initiative | <input type="checkbox"/> Saferworld | |
| <input type="checkbox"/> Sampan'Asa Momba ny Fampandrosoana (SAF/FJKM) | <input type="checkbox"/> Save the Children | |
| <input type="checkbox"/> Search for Common Ground (SFCG) | <input type="checkbox"/> SIHA (Strategic Initiative for Women in the Horn of Africa) | |
| <input type="checkbox"/> SismaMujer | <input type="checkbox"/> SOS Sahel Sudan | <input type="checkbox"/> Stichting Impunity Watch |
| <input type="checkbox"/> Tearfund | <input type="checkbox"/> The Carter Center, Inc. | <input type="checkbox"/> Trocaire |
| <input type="checkbox"/> War Child | <input type="checkbox"/> War Childhood Museum (WCM) | <input type="checkbox"/> World Vision International |
| <input type="checkbox"/> World Vision Myanmar | <input type="checkbox"/> ZOA | <input type="checkbox"/> blank_placeholder |
| <input type="checkbox"/> Autre, Precisez | | |

Autre, veuillez préciser *

Partenaires de mise en oeuvre

À combien de partenaires de mise en oeuvre est-ce que le projet a transféré de l'argent au cours *de cette période de rapport* (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet) ?

5

Merci d'énumérer chacun des partenaires d'implémentation et les montants transférés au cours de cette période de rapport

Veuillez selectionner le type d'organisation *

- Associations Nationales de Jeunes
- Associations Nationales de Femmes
- Autres Associations Nationales de la société civile
- Associations sous-nationales de jeunes
- Associations sous-nationales de femmes
- Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- Organisations régionales de la société civile
- Organisations Régionales
- ONGs Internationales
- Entité gouvernementale
- Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? *

ADAPE-GUINEE (Association pour le Développement Durable et la protection de l'Environnement en Guinée

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre au cours de cette période de rapport ? *

96771,31

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire *

Veuillez limiter votre réponse à 1500 caractères

Les principales activités réalisées par ce partenaire se résument ci-dessous :

- 1-Identification des sites dégradés dans les préfectures de Coyah, Dubréka, Forécariah et Boffa avec l'implication des parties, prenantes.
- 2-Reboisement de 20 hectares de sites dégradés dans les localités de Wonkifong (Coyah) de Tanènè (Dubreka), Kindinya, Moribaya, Moussayah, Madinagbé (Forécariah), Tamita Tougnifily (Boffa).
- 3-Sensibilisation des communautés sur les méfaits du changement climatique.

Merci d'énumérer chacun des partenaires d'implémentation et les montants transférés au cours de cette période de rapport

Veuillez selectionner le type d'organisation *

- Associations Nationales de Jeunes
- Associations Nationales de Femmes
- Autres Associations Nationales de la société civile
- Associations sous-nationales de jeunes
- Associations sous-nationales de femmes
- Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- Organisations régionales de la société civile
- Organisations Régionales
- ONGs Internationales
- Entité gouvernementale
- Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? *

AJGDSES (Association des jeunes guinéens pour le Développement social, économique et sportif).

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre au cours de cette période de rapport ? *

40674,59

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire *

Veuillez limiter votre réponse à 1500 caractères

Ci-dessous, les principales activités :

1-Identification des sites dégradés dans les préfectures de Coyah, Dubréka, Forécariah et Boffa avec l'implication des parties, prenantes.

2-Reboisement de 25 hectares de sites dégradés dans les localités de Wonkifong (Coyah), Kindinya, Moribaya, Moussayah, Madinagbé (Forécariah), Tamita, Tougnifily (Boffa).

3-Sensibilisation des communautés sur les méfaits du changement climatique.

Merci d'énumérer chacun des partenaires d'implémentation et les montants transférés au cours de cette période de rapport

Veuillez selectionner le type d'organisation *

- Associations Nationales de Jeunes
- Associations Nationales de Femmes
- Autres Associations Nationales de la société civile
- Associations sous-nationales de jeunes
- Associations sous-nationales de femmes
- Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- Organisations régionales de la société civile
- Organisations Régionales
- ONGs Internationales
- Entité gouvernementale
- Autre

Autre, veuillez préciser

Mines et Environnement

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? *

Action Mines

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre au cours de cette période de rapport ? *

20938

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire

Veuillez limiter votre réponse à 1500 caractères

Les principales activités menées :

- Plaidoyer auprès de l'Etat, du secteur privé, des chefs coutumiers et propriétaires terriens pour l'accès sécurisé et équitable des femmes et jeunes à la terre ;
- Renforcer les moyens de suivi et de redevabilité des collectivités locales avec les services de l'Etat et les sociétés extractives concernant les modalités de partage des ressources et la solidarité active.

Merci d'énumérer chacun des partenaires d'implémentation et les montants transférés au cours de cette période de rapport

Veuillez selectionner le type d'organisation *

- Associations Nationales de Jeunes
- Associations Nationales de Femmes
- Autres Associations Nationales de la société civile
- Associations sous-nationales de jeunes
- Associations sous-nationales de femmes
- Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- Organisations régionales de la société civile
- Organisations Régionales
- ONGs Internationales
- Entité gouvernementale
- Autre

Autre, veuillez préciser

Jeunes et Leader

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? *

CoJelPaiD (Le Réseau Convergence Des Jeunes Et Leaders Pour La Paix Et La Démocratie)

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre au cours de cette période de rapport ? *

71953

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire

Veuillez limiter votre réponse à 1500 caractères

- **Réalisation des activités d'énumérations participatives sur trois (03) sites dans les préfectures de Forécariah, Dubréka et Boffa.**
- **Mise en place d'une coalition citoyenne et médiatique**
- **Vulgarisation des mécanismes de recours et de médiation en appui aux autorités et aux communautés impactées par les déplacements urbains en cours.;**

Merci d'énumérer chacun des partenaires d'implémentation et les montants transférés au cours de cette période de rapport

Veuillez selectionner le type d'organisation *

- Associations Nationales de Jeunes
- Associations Nationales de Femmes
- Autres Associations Nationales de la société civile
- Associations sous-nationales de jeunes
- Associations sous-nationales de femmes
- Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- Organisations régionales de la société civile
- Organisations Régionales
- ONGs Internationales
- Entité gouvernementale
- Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? *

Club des Jeunes pour le Développement Durable

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre au cours de cette période de rapport ? *

108240

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire *

Veuillez limiter votre réponse à 1500 caractères

- **Appuyer les groupements pour le développement des Activités Génératrices de Revenu ;**
- **Conduire des actions de sensibilisation sur la préservation de l'environnement.**

Rapportage financier

» Taux d'Implementation par récipiendaire

Veuillez indiquer les montants totaux en dollars US alloués à chaque organisation récipiendaire

Veuillez indiquer le montant du budget initial, le montant transféré à ce jour et l'estimation des dépenses par récipiendaire.

*Veuillez vous assurer que vous saisissez le montant correct. Toutes les valeurs doivent être saisies en **Dollars US**.*

Pour les projets transfrontaliers, regroupez les montants par agences, même s'il s'agit de différents bureaux pays. Vous aurez l'occasion de partager un budget plus détaillé dans la prochaine section.

Récipiendaire	"Budget total du projet (en full US \$) <i>Veuillez indiquer le budget total tel qu'il figure dans le document de projet en dollars US.</i>	Transferts à ce jour (en full US \$) <i>Veuillez indiquer le montant total transféré à chaque bénéficiaire à ce jour en dollars US</i>	"Dépenses à ce jour (en full US \$) <i>Veuillez indiquer le montant approximatif dépensé à ce jour en dollars US</i>	Taux de mise en œuvre en pourcentage du budget total <i>(calculé automatiquement)</i>
UNHABITAT : Programme des Nations Unies pour les établissements humains	*	*	*	92.11%
	1000000	1000000	921113,28	
	*	*	*	%
PNUD : Programme des Nations unies pour le développement	*	*	*	100%
	600000	600000	600000	
	*	*	*	%

	*	*	*	%
	*	*	*	%
	*	*	*	%
	*	*	*	%
	*	*	*	%
Agence de Coopération et de Recherche pour le Développement (ACORD)	500000	500000	499883,24	99.98%
	*	*	*	%
	*	*	*	%
	*	*	*	%
	*	*	*	%
	*	*	*	%
TOTAL	2100000	2100000	2020996.52	96.24%

Le taux d'exécution approximatif en pourcentage du budget total du projet, sur la base des valeurs saisies dans la matrice ci-dessus, est de **96.24%**. Pouvez-vous confirmer que ce chiffre est correct ? *

Correct Incorrect

Si c'est incorrect, veuillez indiquer le taux d'exécution approximatif en %.
.....

» Budgétisation sensible au genre

Indiquez quel **pourcentage (%)** du budget contribue à l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes (GEWE) tel que mentionné dans le document du projet? *

93,83
.....

Le montant du budget contribuant à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes (GEWE) sur la base du pourcentage indiqué ci-dessus et du budget total du projet est de **\$US 1970430**. Pouvez-vous confirmer que ce montant est correct ? *

Correct Incorrect

Si ce n'est pas le cas, veuillez indiquer le *montant du budget* alloué à GEWE en dollars US. *

677640,94
.....

Le montant dépensé à ce contribuant à l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes est de **\$US 1896301.03**. Ce montant est-il correct ? *

Correct Incorrect

Si c'est incorrect, veuillez écrire le *montant dépensé à ce jour* pour GEWE en dollars US *

635831,43
.....

JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES. *

Les modèles de budget sont disponibles [ici](#)

Copie de PBF_GINB10_Rapport financier_projet GF basse Guinée Consolidé_12.11.2024.xlsx_OK-11_26_19.xlsx



Marqueurs de projet

Veuillez sélectionner le marqueur de genre associé à ce projet. *

- Score 1 pour les projets qui contribuent d'une manière ou d'une autre à l'égalité des sexes, mais pas de façon significative (moins de 30 % du budget total pour GEWE).
- Score 2 pour les projets dont l'égalité de genre est un objectif important et qui allouent entre 30 et 79% du budget total du projet à GEWE.
- Score 3 pour les projets dont l'égalité des sexes est un objectif principal et qui allouent au moins 80 % du budget total du projet à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes (GEWE)

Veuillez sélectionner le marqueur de risque associé à ce projet. *

- Marqueur de risque 0 = risque faible pour l'atteinte des résultats
- Marqueur de risque 1 = risque moyen pour l'atteinte des résultats
- Marqueur de risque 2 = risque élevé pour la réalisation des résultats

Veuillez sélectionner le domaine de priorité de l'intervention (PBF Focus Area) associé à ce projet *

- (1.1) Réforme du secteur de la sécurité
- (1.2) État de droit
- (1.3) Démobilisation, désarmement et réintégration
- (1.4) Dialogue politique
- (2.1) Réconciliation nationale
- (2.2) Gouvernance démocratique
- (2.3) Prévention/gestion des conflits
- (3.1) Emploi
- (3.2) Accès équitable aux services sociaux
- (4.1) Renforcement des capacités nationales essentielles de l'État
- (4.2) Extension de l'autorité de l'État/administration locale
- (4.3) Gouvernance des ressources de consolidation de la paix (y compris les secrétariats des FBP)

Le projet fait-il partie d'une ou plusieurs fenêtres prioritaires du PBF? *

Vous pouvez sélectionner plusieurs

- Initiative de promotion du genre
- Initiative de promotion de la jeunesse
- Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)
- Projet transfrontalier ou régional
- Aucune

Comité de pilotage et Interactions avec le gouvernement

Est-ce qu'un comité de pilotage actif existe pour ce projet? *

- Oui
- Non

Si oui, veuillez indiquer le nombre de rencontres du comité de pilotage de projet au cours des 6 derniers mois

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Il y a eu deux sessions du comité de pilotage, organisées sous l'égide du Ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire au cours de la mise en œuvre du projet, regroupant tous les points focaux, les représentants des collectivités locales, les OSC partenaires, le secrétariat du PBF et le point focal du PBF à la primature.

Six (06) autres sessions du comité technique de suivi impliquant tous les points focaux des ministères, ont été tenues en amont, pour non seulement appuyer la mise en œuvre mais aussi tirer les leçons afin de formuler les recommandations utiles pouvant orienter les prises de décisions pendant les différentes sessions du comité de pilotage signalées ci haut.

Veuillez fournir une brève description des interactions du projet auprès du gouvernement. Merci de préciser les niveaux de gouvernement avec lesquels le projet a interagi. *

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Au niveau national, l'appui du projet à l'élaboration de la politique foncière nationale a engendré une synergie d'action entre les Ministères de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire et celui de l'Agriculture. La direction nationale des domaines et du cadastre, du Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat ainsi que le centre national de surveillance et d'observation environnemental du Ministère de l'Environnement, ont conjugué des efforts conjoints avec l'équipe du projet pour assurer le suivi des entreprises de carrières et d'exploitation des ressources naturelles, dans le cadre du respect des normes du Plan de Gestion Environnementale et Social et la Responsabilité Sociétale et Environnementale, et aussi dans la réalisation des plans fonciers. Les services techniques de l'habitat, de l'environnement au niveau préfectoral ainsi que les tribunaux et les justices de Paix, appuyés par les autorités locales des préfectures et des collectivités à la base, ont continué à travailler conjointement avec le projet et demeurent les portes d'entrée auprès des cibles. La finalisation du processus d'élaboration des plans fonciers dans le cadre de la mise en place des outils de planification et de sécurisation foncière, la mise en place des activités génératrices de revenu et la promotion du plan de gestion environnemental et social, ont été réalisées avec les services techniques des Ministères de l'Habitat, des Mines, de l'environnement et de l'agriculture ainsi que les autorités locales. La synergie d'action sur les différents fonciers entre les cadres de dialogue, les cliniques juridiques, les tribunaux et les justices de Paix de Coyah, Forécariah et Boffa en est une illustration. Les services techniques au niveau préfectoral des différents ministères, les autorités locales avec les tribunaux et les justices de Paix, ont été impliqués dans tout le processus de mise en œuvre comme acteurs et bénéficiaires à la fois. Le projet définit, planifie et exécute les activités avec ces services techniques et les supports sont revus et validés à leur niveau. Le projet a créé et continue de maintenir une dynamique de collaboration et de complémentarité entre les services techniques, déconcentrés et décentralisés des différents ministères impliqués dans la mise en œuvre notamment les Ministères de l'Urbanisme et de l'Habitat, de l'Environnement, des Mines, de la Justice et ceux de l'Agriculture et de la décentralisation. Il faut également rappeler, la tenue des instances de gouvernance du projet, qui ont fait participer des autorités ministérielles, tous les points focaux des ministères impliqués et les autorités locales pour la prise en compte de leurs opinions et des décisions sur le projet sous le leadership du Ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire, chargé de la récupération des domaines spoliés de l'Etat.

Partie I : AVANCEMENT GLOBAL DU PROJET

NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:

- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.
- Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.
- Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.
- Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.
- Dans le tableau de résultats, soyez concis: vous avez 3000 caractères, incluant les espaces pour vos réponses.

Veuillez évaluer l'état d'avancement de la mise en œuvre des éléments suivant

Contractualisation des partenaires *

- Ne pas commencé Commencé Partiellement commencé
 Complété Pas Applicable

Recrutement d'équipe *

- Ne pas commencé Commencé Partiellement commencé
 Complété Pas Applicable

Collection de lignes de base *

- Ne pas commencé Commencé Partiellement commencé
 Complété Pas Applicable

Identification des bénéficiaires *

- Ne pas commencé Commencé Partiellement commencé
 Complété Pas Applicable

Fournissez toute information descriptive supplémentaire relative à l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.)

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

La quasi-totalité de l'équipe du projet a été recrutée pour toutes les composantes du projet incluant le coordinateur et, est restée opérationnelle durant la période de mise en œuvre du projet. Au-delà du staff recruté pour travailler à temps plein, cinq consultants ont été recrutés et ont appuyé les thématiques liées au foncier et l'urbanisme. Au total, cinq (05) organisations de la société civile partenaires ont été sélectionnées et ont contribué à la mise en œuvre de certaines activités sur le terrain. En dépit de l'engagement de 40% non respecté par rapport à l'octroi des fonds aux organisations de la société civile partenaires et du retard accusé dans le recrutement à cause de la rareté de l'expertise liée au foncier et à l'urbanisme, la totalité des activités a été exécutée. Pour combler le gap, le projet a dû s'appuyer sur l'expertise des consultants individuels et solliciter une extension de six (06) mois qui a été approuvée par le comité de pilotage pour la finalisation de toutes les activités planifiées.

Du point de vue de la coordination du projet : Des plan annuel et semestriels détaillés, un plan opérationnel, ainsi qu'un plan de suivi des recommandations ont été actualisés régulièrement pour assurer le contrôle et la réalisation effective et réussie de l'ensemble des activités. Les points focaux ministériels, membres du comité technique ont été opérationnels à l'exception des deux ministères dont la jeunesse et celui de la pêche dont leur choix, a été suspendu sur approbation du comité à cause du retard accusé dans leur désignation à temps, malgré tous les efforts fournis. Quinze (15) réunions de coordination se sont tenues régulièrement avec l'équipe du projet et la coordination du PBF et ont permis d'examiner l'état d'avancement des activités, les goulots d'étranglement afin de formuler des recommandations pour relever les différents défis. En ce qui concerne, la mise en place d'un système de suivi évaluation : Deux enquêtes de perception ont été réalisées dont l'une au début du projet pour définir les indicateurs de base et l'autre à la fin du projet pour collecter les indicateurs finaux afin de les comparer à la fin du projet aux indicateurs initiaux confirmés par l'étude de base, ce qui nous a permis d'analyser les écarts et de faciliter l'évaluation des progrès réalisés.

De même, une évaluation finale indépendante a été réalisée pour non seulement apprécier les performances du projet selon les critères de l'OCDE et certains critères transversaux comme la prise en compte des dimensions genre, jeunesse et droits de l'homme mais aussi pour identifier les bonnes pratiques et les leçons apprises afin de consolider les acquis du projet et de formuler des recommandations pour les interventions futures.

Tout au long du projet, les autorités locales et les collectivités ont été informées et ont participé à la mise en œuvre du projet.

Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.

Le projet est-il sur la bonne voie pour que les produits soient achevés dans les délais prévus, comme indiqué dans le plan de travail ? *

Oui

Non

Si non, veuillez fournir une explication

Veuillez limiter votre réponse à 6000 caractères

Résumé de progrès

Veuillez limiter votre réponse à 6000 caractères

La mise en œuvre du projet a permis d'amorcer des changements tant au niveau institutionnel que social. Il a contribué à améliorer l'accès au foncier, la gestion des conflits, la paix et la cohésion sociale par le canal des actions de plaidoyer, de conciliation et de formation menées. Le projet a contribué à une meilleure connaissance des textes, des lois, ainsi que des droits et devoirs du citoyen et à leur revendication pacifique. Ainsi, les populations bénéficiaires interrogées attestent que, 75% des personnes résidentes dans la zone du projet sur un échantillon de 353 personnes interviewées dont 82 femmes, connaissent leurs droits fonciers et les revendiquent pacifiquement. Ils affirment, par ailleurs, que le nombre des conflits a baissé, suite à l'action des cliniques juridiques et des cadres de dialogue. Les données révèlent qu'il y a eu en deux ans, de 2022 à 2024, plus de 1000 manifestations violentes liées aux droits fonciers (extraction minière, expropriation, déguerpissement, etc.). Un peu plus du tiers (35%) des jeunes rencontrés lors de la collecte des données ont été impliqués dans les Conflits fonciers. Pour l'essentiel, ces manifestations violentes sont le fait des acteurs de la communauté envers les sociétés minières. A la fin du projet, il a été démontré que dans 98% des cas, ces violences ont connu une résolution pacifique avec l'implication des jeunes. Le projet a contribué à la mise en place des mécanismes pour une gouvernance foncière responsable et sécurisée notamment les cadres de dialogue et de concertation communautaire, les cliniques juridiques ainsi que les commissions foncières, en vue de prévenir les conflits. Sur la base du même échantillonnage, la connaissance des textes a aussi généré des résultats probants sur la connaissance d'un certain nombre de droits par les bénéficiaires. Les données permettent d'identifier les droits les plus connus par les répondants : le « droit à la propriété » (81% des répondants), le droit à la « sécurisation foncière » (73%), les « différentes formes de transaction foncière » (68%) et les « droits d'usage » (62%), ce qui explique clairement la diminution de la violence et la résolution pacifique de la plupart des différends fonciers. (Selon le rapport de l'évaluation indépendante et le Rapport de l'Enquête de perception)

Les dernières actions de déguerpissement, se sont déroulées conjointement avec les services et les autorités étatiques et ont fait l'objet d'une meilleure coordination et communication avec les personnes impactées, ce qui a facilité l'adhésion des citoyens et réduit leurs réticences et les violences autour de ces opérations avec un minimum de respect des droits humains, comme, la suspension des actions lors de l'hivernage passé par exemple ; ces changements ont été possibles suite aux consultations et ateliers de vulgarisation sur le guide de déguerpissement. Ensuite, l'élaboration de l'avant-projet de la politique foncière nationale à l'issue des consultations régionales avec les différents acteurs dans les quatre régions, a permis de répertorier les orientations stratégiques, les axes d'intervention et de mettre en valeur les enjeux et les recommandations à prendre en compte pour la finalisation de l'élaboration de la politique foncière nationale, ce qui contribuera à l'obtention d'une politique foncière nationale adaptée et sécurisée. Également, la démarche participative d'élaboration des plans fonciers et de la charte foncière avec la direction nationale des domaines et du cadastre et les services techniques de l'Habitat au niveau préfectoral, accompagnée par la mise en place des Guides référentiels, a amorcé une base solide d'apprentissage permettant aux agents de l'Etat d'acquérir des connaissances nécessaires pour élaborer et dupliquer des outils similaires dans d'autres zones. Le processus a également engendré une prise de conscience sur les enjeux de sécurisation foncière et d'urbanisation entre autres, la croissance démographique et l'urbanisation incontrôlée, l'émergence de marchés fonciers et la non-maitrise des transactions, la multiplication des conflits fonciers et autres, amenant les commissions foncières et communautés à s'impliquer activement dans la sensibilisation pour prévenir les conflits liés à la délimitation lors de l'exercice d'élaboration des plans fonciers. Ces actions contribuent progressivement à améliorer non seulement la planification et la sécurisation foncière mais aussi à atténuer les conflits y afférent. Les capacités opérationnelles des mécanismes de dialogue et de concertation communautaire ont été davantage renforcées dans la médiation foncière à travers l'appui technique et financier de la mise en œuvre des activités de leurs plans d'action, ce qui les rend davantage opérationnels sur le terrain. Il faut noter aussi que les activités maraîchères et piscicoles, ont ciblé les sites adaptés, les jeunes et les femmes vulnérables, ce qui contribuera à réduire l'impact de l'exploitation minière et à enclencher un début d'autonomisation de ces cibles afin de réduire leur niveau de pauvreté. Parallèlement, les acteurs deviennent de plus en plus efficaces dans la surveillance et le suivi environnemental des projets miniers et interpellent toutes les parties prenantes à poser des actions de préservation de l'environnement à travers les séances de renforcement de capacités et de sensibilisation. Les cadres du Centre National d'Observation et de Surveillance Environnementale du Ministère de l'Environnement, parviennent à manipuler les drones mis à leur disposition pour la surveillance environnementale et la délimitation des domaines de l'Etat et les zones réservées, comme en témoigne le Directeur du Centre dans la section Impact Humain. Cette interaction enclenchée par le projet, continue à diminuer davantage le climat de méfiance et à renforcer la collaboration entre les entreprises extractives et les communautés dans la zone du projet.

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

La dimension genre a été une approche transversale et intégrante dans la mise en œuvre de ce projet. Les femmes et les jeunes ont été mis au centre de nos activités et leurs opinions ont été prises en compte. Ils ont été représentés à la fois dans les différentes activités et les structures mises en place par le projet. Au total, 11 groupements féminins mis en place dans les préfectures de Forécariah, Boffa et Coyah avec 70% des femmes bénéficiaires, ont développé des activités de maraîchage et de pisciculture. Ces femmes sont en grande partie responsables au sein des groupements, ce qui favorise leur autonomisation progressive et leur participation à la prise de décision et contribue à réduire les inégalités entre hommes et femmes. Les différentes formations sur les Plans de Gestion Environnemental et Social et la Responsabilité Sociétale et Environnementale ont connu une participation d'une centaine de participants dont 35 femmes. Également, les cliniques juridiques mises en place sont composées de jeunes et de femmes (25 parajuristes dont 11 femmes ; 03 femmes présidentes sur les cinq cliniques. Cette même préoccupation a amené le projet à conduire cinq plaidoyers pour l'accès des femmes et des jeunes au foncier.

Dans le cadre du suivi des activités du plaidoyer en faveur de la participation des femmes et des jeunes ainsi que d'autres couches défavorisées comme les pauvres et les personnes à mobilité réduite ; un accent a été mis sur l'identification des représentantes des femmes des différentes corporations pour participer aux délégations spéciales. Cela a eu un certain impact sur le nombre de femmes membres des Délégation Spéciales des communes urbaines des quatre préfectures concernées par le projet. Les résultats de l'évaluation finale ressortent que sur les 39 membres des délégations spéciales des préfectures de Boffa, Dubréka, Coyah et Forécariah, dix (10) sont des femmes ; on note ainsi un taux de représentativité de 25,64%. Ceci constitue un résultat satisfaisant pour la prise en compte du genre. Au niveau des équipes de levés topographiques, 04 femmes et 05 jeunes sur quinze membres font partie de l'équipe topographique. Il faut aussi rappeler que sur les 16 membres de la coalition médiatique mise en place, figurent 03 femmes et 06 jeunes qui continuent à être dynamiques dans l'animation de cette plateforme. Le processus d'élaboration de la charte foncière et de mise en place des commissions foncières enclenché, a mis également au centre les femmes et les jeunes notamment à des niveaux de responsabilité et de décision au même titre que des hommes afin de renforcer l'accès équitable au foncier. L'implication des femmes et des jeunes permet de prendre en compte leurs besoins spécifiques dans la mise en œuvre des activités et d'en faire une large communication pour réduire les stéréotypes sociaux souvent à la base de leur exclusion et frustration.

Le projet est-il en cours de mise en œuvre depuis 1+ an ?

Oui

Non

POUR LES PROJETS DE 1+ AN EN COURS DE MISE EN ŒUVRE UNIQUEMENT :

Le projet démontre-t-il des résultats en matière de consolidation de la paix (au niveau des résultats du projet) ?

Au niveau des résultats de la consolidation de la paix, y-a-t-il des résultats obtenus au niveau sociétal ou structurel, y compris des changements d'attitudes, de comportements ou d'institutions.

Oui

Non

Dans l'affirmative, veuillez fournir des exemples concrets de résultats concrets en matière de consolidation de la paix

Veuillez limiter votre réponse à 6000 caractères

Les mécanismes de dialogue, les cliniques juridiques, les commissions foncières et la coalition médiatique mis en place par le projet, collaborent étroitement avec les services techniques à la base, les tribunaux et les justices de paix, et les autorités locales dans la gestion et la médiation des conflits fonciers ainsi que dans la communication sur les problématiques foncières et urbaines. Ces structures sont devenues des véritables auxiliaires de la justice et des relais communautaires. De façon générale, 69 cas de conflits fonciers ont été transférés au niveau des cadres de dialogue et les cliniques juridiques dans la zone du projet, 42 ont été gérés à l'amiable avec succès, vingt (20) autres sont en cours de resolution et 07 cas ont été référés dans les tribunaux et les justices de Paix. Leurs interventions ont une double importance, non seulement les frais liés à la gestion des conflits sont nettement réduits, mais aussi les services de la justice sont épargnés de certains cas de conflits qui peuvent être gérés à l'amiable.

L'enquête de perception de fin du projet, ressort que 40% de résolution des conflits liés aux opérations d'exploitation minières et au Déguerpissement ont été faits pacifiquement, par les mécanismes de résolution des conflits fonciers, alors que cet indicateur était à 10,66 % au démarrage du projet ; ce qui indique une nette amélioration à ce niveau. Un autre cas très important à souligner, est l'homologation des accords des cliniques juridiques par les tribunaux pour la résolution des conflits. Ces informations corroborent avec les résultats de l'enquête de perception réalisée à la fin du projet, qui ressort que les manifestations violentes liées à la réclamation des droits fonciers ont été réduites de 60% à la fin du projet alors qu'elles étaient seulement à 31,10% pendant l'étude de base. Ceci révèle clairement que le projet a contribué à diminuer davantage le nombre conflits violents. De même, une nette amélioration dans la résolution des conflits d'occupation par les droits et mécanismes de réclamation qui est à 60% à la fin du projet alors qu'ils étaient à 9,98% au début du projet. Selon Sacko CONDE, Juge de paix de Boffa, : « Si il existe des structures capables de régler les conflits fonciers et d'éviter le déchirement du tissu social, la justice ne peut que s'en réjouir. Les dossiers fonciers constituent 75% des procédures et concernent le plus souvent les membres des mêmes communautés, des mêmes familles. Les procédures juridiques sont complexes et nécessitent des ressources dont le plus souvent les communautés ne disposent pas. Nous encourageons les arrangements à l'amiable que nous homologuons ».

Un parajuriste de la préfecture de Dubréka témoigne ceci : "Avant, beaucoup de problèmes se résolvaient à la justice, la gendarmerie et la police surtout les problèmes domaniaux, mais de nos jours, après le passage du projet, les communautés préfèrent gérer les problèmes en famille ou chez les sages." Lamine Diakité, Secrétaire général chargé de l'Administration de Forécariah, renchérit par ces termes : « Ces structures (cadres de concertation et cliniques juridiques) ont aidé à résoudre 80 % des problèmes fonciers ainsi que ceux entre agriculteurs et éleveurs ».Ainsi, sur dix (10) différends fonciers en général et ceux entre agriculteurs et éleveurs dans la zone de Forécariah, au moins huit (08) ont été résolus par les cadres de dialogue et les cliniques juridiques pacifiquement. Le développement des AGR dans la localité en partenariat avec la société civile a permis de renforcer leurs capacités sur les thématiques de paix, vie associative et de préservation de l'environnement, aboutissant à la formalisation des groupements des femmes. Ces séances de renforcement de capacités leur ont permis d'acquérir des connaissances pour s'impliquer dans la gestion des conflits au niveau des communautés affectées par l'exploitation minière. Ces activités génératrices de revenu vont contribuer à réduire le niveau de pauvreté des femmes. « Les AGR nous ont beaucoup aidées. Certaines d'entre nous ne disposaient même pas de fonds pour entreprendre une activité. Avec les activités développées et les formations reçues dans le développement des AGR autour de cultures comme le comme chou, le gombo, le maïs, le manioc, le riz et le concombre, nous serons à mesure de nous prendre en charge du point de vue de l'alimentation et de la santé de nos enfants. Avant, c'était difficile, mais grâce à l'aide reçue tout cela est possible. L'aide a aussi permis aux femmes d'avoir une image de femmes battantes auprès de nos époux ». Focus group réalisé avec les femmes Bénéficiaires dans le district de Dakagbè/Tougnifily, Préfecture de Boffa.

De même, l'implication des services techniques dans la mise en œuvre a permis de leur transférer des compétences techniques sur les Plans de Gestion Environnementale et Sociale, la Responsabilité Sociétale et Environnementale et l'élaboration des plans fonciers, de la charte foncière ainsi que la mise en place des commissions foncières. Ces différents mécanismes continuent de jouer un rôle complémentaire sur le terrain, ce qui contribue à augmenter leurs impacts dans la sécurisation foncière et à réduire les conflits fonciers sur le terrain. Comme en témoigne un membre des commissions foncières pour leurs rôles cruciaux dans la réalisation des plans fonciers : « Nous avons fait quelques séances de sensibilisation et d'informations en direction de la communauté et parvenu même à résoudre quelques conflits fonciers latents. Nous avons également appuyé l'équipe de levés topographique pour l'élaboration des plans fonciers en facilitant la compréhension des limites et en intervenant sur les différends » Propos du Président de la commission foncière de Fanyé /Maférinyah, soutenus par d'autres membres de la Commission lors d'une visite de terrain.

Dans l'affirmative, veuillez fournir des sources ou des références (y compris des liens) comme preuve des résultats de la consolidation de la paix, ou les soumettre en pièces jointes supplémentaires.

Les données probantes peuvent être quantitatives ou qualitatives, mais elles doivent démontrer les progrès réalisés par rapport aux indicateurs de résultats du cadre de résultats du projet. Il peut s'agir d'enquêtes sur le projet (comme des sondages de perception), de rapports de surveillance, de documents gouvernementaux ou d'autres productions de connaissances qui ont été élaborés dans le cadre du projet.

Les rapports de mission conjointe, de suivi, les capsules réalisées, les données de l'étude de base, l'enquête de perception de fin du projet et les photos d'activités de terrain ainsi que le rapport de l'évaluation finale indépendante du projet.

File attachment

Projet ONU Habitat Rapport_Final-Evaluation projet dialogue 15 octobre 2024.Last_Version-11_34_44.pdf



Partie II: Progrès par Résultat du projet

Combien de RESULTATS ce projet a-t-il ? *

1 2 **3** 4 5 Plus de 5

Veuillez écrire les résultats du projet tels qu'ils figurent dans le cadre des résultats du projet qui se trouve dans le document du projet.

Résultat 1 *

Les communautés des sites extractifs connaissent leurs droits fonciers et les réclament pacifiquement auprès des autorités publiques locales et le secteur privé extractif.

Résultat 2 *

La collaboration et le partenariat économique entre les entreprises extractives et les communautés sont renforcés dans les zones cibles du projet

Résultat 3 *

Les collectivités cibles améliorent leur planification urbaine et élaborent des politiques de développement local qui atténuent les conflits

Résultat 4 *

Résultat 5 *

Résultat 6 *

Résultat 7 *

Résultat 8

*

Résultats Additionnels

*

Si le projet a plus de 8 résultats, veuillez énumérer les résultats restants ici.

ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS

En utilisant le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification, fournissez une mise à jour de la réalisation des indicateurs clés au niveau du Résultat1 dans le tableau ci-dessous

- Si un résultat a plus de 3 indicateurs, sélectionnez les 3 plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence.
- Si le résultat comporte plus de 5 produits, veuillez sélectionner 5 des produits les plus pertinents par résultat et fournir une mise à jour sur les progrès réalisés par rapport aux 3 indicateurs de produits les plus pertinents.
- S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs, indiquez-le et fournissez toute explication. Fournissez des données ventilées par sexe et par âge. (500 caractères maximum par entrée)

» **Résultat 1 : Les communautés des sites extractifs connaissent leurs droits fonciers et les réclament pacifiquement auprès des autorités publiques locales et le secteur privé extractif.**

Résultat 1	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a)
1.1	1 a : 60 % de réduction des manifestations violentes liées à la réclamation de droits fonciers	31,10%	60%	60%	Cet indicateur a été atteint selon l'enquête de perception
1.2	Indicateur 1 b : % de propriétaires terriens rétablis dans leurs droits fonciers par les services habilités.	0%	30%	33%	L'indicateur final est légèrement au-dessus selon l'enquête de perception de fin du projet, ce qui explique une nette amélioration.
1.3	1 c : % de différends fonciers (liés aux opérations d'exploitation des ressources minières et de carrière en milieu rural et périurbain et aux démolitions des biens à usage d'habitation et commercial) résolus par les mécanismes pacifiques de résolution des conflits fonciers	10,66%	35%	40%	L'indicateur est légèrement au-dessus selon l'enquête de perception de fin de projet.

Combien de produits sont définis sous le résultat 1?

1 **2** 3 4 5 Plus de 5

Veuillez énumérer au plus 5 produits les plus pertinents pour le résultat 1

Produit 1.1

Des mécanismes inclusifs de dialogue et de concertation communautaire sur les questions foncières sont opérationnels.

Produit 1.2

Les droits des communautés riveraines des sites extractifs sont promus et protégés par l'Etat et le secteur privé extractif.

Produit 1.3

Produit 1.4

Produit 1.5

Autres Produits

Si le résultat 1 a plus de 5 produits, veuillez énumérer les produits restants ici.

Pour chaque produit, et en vous basant sur le cadre de résultats du projet, indiquez l'état d'avancement relatif aux 3 indicateurs de produit les plus pertinents.

» Produit 1.1

Produit 1.1 : Des mécanismes inclusifs de dialogue et de concertation communautaire sur les questions foncières sont opérationnels.	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapes d'indicateur/milestone <i>-</i>	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
1.1.1	Indicateur 1.1.1 Existence de mécanismes inclusifs de dialogue et de concertation communautaire sur les questions foncières fonctionnelles	00	5	5	5	100%
1.1.2	Indicateur 1.1.2 Nombre de rencontres tenues au sein des cadres de concertation/dialogues au niveau préfectoral et régional.	00	40	40	40	100%

1.1.3	Indicateur 1.1.3: Nombre des comités de contrôle citoyen pour le suivi du paiement des taxes superficialités aux collectivités riveraines	00	4	4	4	100%
-------	--	----	---	---	---	------

» **Produit 1.2**

Produit 1.2 : Les droits des communautés riveraines des sites extractifs sont promus et protégés par l'Etat et le secteur privé extractif.	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapes d'indicateur/milestone <i>-</i>	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
1.2.1	Indicateur 1.2.1 Nombre de personnes ayant une meilleure connaissance sur leur droit et les réclamations de manière pacifique auprès du secteur privé et de l'Etat.	00	300	300	314	Selon l'enquête de perception de fin de projet.
1.2.2	Indicateur 1.2.2 Nombre des jeunes hommes/femmes parajuristes formés.	00	25 dont 10 femmes	25 dont 10 femmes	25 dont 11 femmes	100% avec le nombre de femmes légèrement au dessus.

1.2.3	Indicateur 1.2.3. Nombre des cliniques juridiques mises en place et fonctionnelles à travers les 25 parajuristes formés.	00	5	5	5	100%
-------	---	----	---	---	---	------

» Produit 1.3

Produit 1.3 :	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapes d'indicateur/milestone -	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
1.3.1						
1.3.2						
1.3.3						

» **Produit 1.4**

Produit 1.4:	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapes d'indicateur/milestone <i>-</i>	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
1.4.1						
1.4.2						
1.4.3						

» **Produit 1.5**

Produit 1.5:	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapes d'indicateur/milestone <i>-</i>	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
1.5.1						
1.5.2						
1.5.3						

» **Résultat 2 : La collaboration et le partenariat économique entre les entreprises extractives et les communautés sont renforcés dans les zones cibles du projet**

Résultat 2	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a)
2.1	Indicateur 2.1 2.c.1 Nombre de conseillers communaux et de cadres des services centraux et déconcentrés de l'État renforcés sur le processus de suivi de la mise en œuvre du Plan de Gestion Sociale et Environnementale	00	100	125	Pas de retard et légèrement au dessus de la cible selon la collecte des données
2.2	Indicateur 2.2 Niveau de mise en œuvre des plans de gestion sociale et environnementale	64,46%	85%	60,4%	Selon les résultats de l'enquête de perception de fin du projet. L'indicateur collecté juste après la réalisation de l'activité au moment où l'impact n'apparaît pas suffisamment.
2.3	Indicateur 2a : % de femmes et hommes satisfaits du respect du contenu du plan de gestion.	Hommes : 43,67% Femmes : 20,90%	Hommes : 64,21% Femmes : 41,44%	Hommes : 58% Femmes : 61%	Au niveau des Hommes la cible n'est pas encore effective et est toujours en cours sachant que nous sommes partis de 43,67% à 58% et au-delà de la cible au niveau des femmes.

Combien de produits sont définis sous le résultat 2?

1 **2** 3 4 5 Plus de 5

Veuillez énumérer au plus 5 produits les plus pertinents pour le résultat 2

.....

Produit 2.1

La connaissance des effets environnementaux des exploitations minières est améliorée.

.....

Produit 2.2

Les moyens de subsistance des communautés sont renforcés par la mise en œuvre d'Activités Génératrices de Revenus (AGR) plus résilientes

.....

Produit 2.3

.....

Produit 2.4

.....

Produit 2.5

.....

Autres Produits

Si le résultat 2 a plus de 5 produits, veuillez énumérer les produits restants ici.

.....

Pour chaque produit, et en vous basant sur le cadre de résultats du projet, indiquez l'état d'avancement relatif aux 3 indicateurs de produit les plus pertinents.

» Produit 2.1

Produit 2.1 : La connaissance des effets environnementaux des exploitations minières est améliorée.	Indicateurs Décrivez l'indicateur	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapes d'indicateur/milestone -	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
2.1.1	Indicateur 2.1.5 Niveau de satisfaction des communautés riveraines du respect des responsabilités sociétales et environnementales par les entreprises extractives	Peu Satisfait	Satisfait	Peu Satisfait	Peu Satisfait	Même si la cible n'est pas atteinte au moment de l'évaluation, 14% des personnes interrogées sont satisfaites et très satisfaites selon l'enquête de perception de fin du projet. Par contre une partie des communautés déclare peu satisfait du respect des Responsabilités Sociétales et Environnementales.

2.1.2	Indicateur 2.1.4 Nombre d'entreprises extractives qui respectent leurs responsabilités sociétales et environnementales /obligations minières	00	10	24	24	Selon l'enquête de perception de fin du projet, il ya eu beaucoup d'efforts fournis, ce qui a abouti à nette amélioration
2.1.3	Indicateur 2.3 Nombre de personnes ayant des connaissances des effets des exploitations extractives	373	802	693	693	Cet indicateur n'a pas été atteint car l'enquête a été réalisée quelques instants après les activités entreprises et l'impact continue de progresser.

» **Produit 2.2**

Produit 2.2 : Les moyens de subsistance des communautés sont renforcés par la mise en œuvre d'Activités Généraires de Revenus (AGR) plus résilientes	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapes d'indicateur/milestone <i>-</i>	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
2.2.1	Indicateur 2.2.1 Nombre d'initiatives communautaires mises en œuvre et qui sont résilientes au changement climatique	00	10	10	100% réalisé. Des AGR ont été développées en faveur des femmes (Culture maraîchère, pisciculture etc...)	
2.2.2	Indicateur 2.2.2 Superficie en hectares de zone dégradées/abandonnées	10ha	45ha	45ha	45ha	100%
2.2.3						

» **Produit 2.3**

Produit 2.3 :	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapes d'indicateur/milestone <i>-</i>	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
2.3.1						
2.3.2						
2.3.3						

» **Produit 2.4**

Produit 2.4:	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapes d'indicateur/milestone <i>-</i>	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
2.4.1						
2.4.2						
2.4.3						

» **Produit 2.5**

Produit 2.5:	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapes d'indicateur/milestone -	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
2.5.1						
2.5.2						
2.5.3						

» **Résultat 3 : Les collectivités cibles améliorent leur planification urbaine et élaborent des politiques de développement local qui atténuent les conflits**

Résultat 3	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a)
3.1	Indicateur 3.1 Code foncier et domanial aligné sur les impératifs de sécurisation de l'accès au foncier urbain et rural et de l'exploitation des ressources naturelles, notamment pour les ménages vulnérables	00	<ul style="list-style-type: none"> •01 Note de cadrage et d'orientation; •01 avant-projet de la politique foncière nationale élaborée; •01 note d'orientation du code foncier domanial. 	<ul style="list-style-type: none"> •01 Note de cadrage et d'orientation; •01 avant-projet de la politique foncière nationale élaborée; •01 note d'orientation du code foncier domanial. 	La révision du code foncier et domanial est assujettie à la finalisation de la politique foncière nationale.
3.2	Indicateur 3.2 Nombre d'autorités compétentes partenaires qui mettent en œuvre des outils d'administration foncière adaptés (système de données et d'information, plan d'utilisation des sols) visant à assurer la sécurité foncière pour tous, améliorer la planification des services et réduire les conflits	00	3	3	Réalisé à 100%

3.3	Indicateur 3.3 75% des déguerpissements (si menés pendant la période du projet - année 2) sont conduits suivant les principes de base et directives concernant les déplacements liés au développement	00	75%	58%	Selon l'enquête de perception de fin du projet. Nous sommes allés de zéro à 58 %, selon les enquêtes. Avec l'adoption des textes en faveur du Guide par l'Etat et sa vulgarisation progressive pour son application, L'indicateur pourra progresser.
-----	---	----	-----	-----	--

Combien de produits sont définis sous le résultat 3?

1 **2** 3 4 5 Plus de 5

Veuillez énumérer au plus 5 produits les plus pertinents pour le résultat 3

Produit 3.1

Des outils opérationnels de planification et d'accès aux services urbains sont mis en place.

Produit 3.2

Les collectivités cibles accompagnent les populations dans les processus de sécurisation foncière.Indicateur 3.1.1 Existence d'outils opérationnels d'accès aux services urbains de base et d'amélioration

Produit 3.3

Produit 3.4

Produit 3.5

Autres Produits

Si le résultat 3 a plus de 5 produits, veuillez énumérer les produits restants ici.

Pour chaque produit, et en vous basant sur le cadre de résultats du projet, indiquez l'état d'avancement relatif aux 3 indicateurs de produit les plus pertinents.

» Produit 3.1

Produit 3.1 : Des outils opérationnels de planification et d'accès aux services urbains sont mis en place.	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapes d'indicateur/milestone <i>-</i>	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
3.1.1	Indicateur 3.1.1 Existence d'outils opérationnels d'accès aux services urbains de base et d'amélioration	00	3	3	3	Réalisé à 100%
3.1.2	Indicateur 3.1.2 % des droits d'occupation répertoriés par le projet faisant l'objet d'une prise en compte de la part des autorités et des sociétés extractives	00	50%	50%	50%	Réalisé à 100%

3.1.3	Indicateur 3.1.3 % de conflits d'occupation remontés et résolus par les droits et mécanismes de réclamation	9.98%	40%	60%	60%	Selon l'enquête de perception de fin de projet, l'indicateur final est au dessus de la cible .
-------	---	-------	-----	-----	-----	--

» **Produit 3.2**

<p>Produit 3.2 : Les collectivités cibles accompagnent les populations dans les processus de sécurisation foncière. Indicateur 3.1.1 Existence d'outils opérationnels d'accès aux services urbains de base et d'amélioration</p>	<p>Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i></p>	<p>Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i></p>	<p>Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i></p>	<p>Etapes d'indicateur/milestone -</p>	<p>Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i></p>	<p>Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i></p>
--	---	---	--	--	---	--

3.2.1	Indicateur 3.2.1 Nombre de ménages bénéficiant d'une meilleure sécurité d'occupation (documents de base)	213	1500	212	1500 ménages enquêtés dont 212 disposant des documents de base	En réalité 1500 représentants la cible ici est le nombre de ménages enquêtés par le projet, ce qui fut fait dans la mise en œuvre. Cependant l'indicateur précise le nombre de ménages disposant de documents de base, ce qui est nettement minime. La raison est que sur 03 sites, 02 sont en milieu rural où la notion de document est négligée.
3.2.2	Indicateur 3.2.2 Nombre de plans d'utilisation des sols des communautés locales élaborés de manière participative et validés	00	4	4	4	Réalisé à 100%
3.2.3						

» **Produit 3.3**

Produit 3.3 :	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapes d'indicateur/milestone <i>-</i>	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
3.3.1						
3.3.2						
3.3.3						

» **Produit 3.4**

Produit 3.4:	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapes d'indicateur/milestone <i>-</i>	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
3.4.1						
3.4.2						
3.4.3						

» **Produit 3.5**

Produit 3.5:	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapes d'indicateur/milestone -	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
3.5.1						
3.5.2						
3.5.3						

» **Résultat 4 :**

Résultat 4	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a)
4.1					
4.2					
4.3					

Combien de produits sont définis sous le résultat 4?

1 2 3 4 5 Plus de 5

Veuillez énumérer au plus 5 produits les plus pertinents pour le résultat 4

.....

Produit 4.1

.....

Produit 4.2

.....

Produit 4.3

.....

Produit 4.4

.....

Produit 4.5

.....

Autres Produits

Si le résultat 4 a plus de 5 produits, veuillez énumérer les produits restants ici.

.....

Pour chaque produit, et en vous basant sur le cadre de résultats du projet, indiquez l'état d'avancement relatif aux 3 indicateurs de produit les plus pertinents.

» Produit 4.1

Produit 4.1 :	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapes d'indicateur/milestone <i>-</i>	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
4.1.1						
4.1.2						
4.1.3						

» **Produit 4.2**

Produit 4.2 :	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapes d'indicateur/milestone <i>-</i>	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
4.2.1						
4.2.2						
4.2.3						

» **Produit 4.3**

Produit 4.3 :	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapes d'indicateur/milestone <i>-</i>	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
4.3.1						
4.3.2						
4.3.3						

» **Produit 4.4**

Produit 4.4:	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapes d'indicateur/milestone <i>-</i>	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
4.4.1						
4.4.2						
4.4.3						

» **Produit 4.5**

Produit 4.5:	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapes d'indicateur/milestone <i>-</i>	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
4.5.1						
4.5.2						
4.5.3						

Si le projet comporte plus de 4 résultats, utilisez cet espace pour décrire les progrès réalisés sur les indicateurs des résultats restants.

Partie III: Questions transversales

Le projet prévoit-il d'organiser des événements au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films

Si oui, indiquez combien d'événements, avec pour chacun, la date approximative et une brève description, inculant les objectifs, l'audience cible et le lieu (si connu)	Titre de l'événement	Date (peut être approximative)	Lieu (Si connu)	Audience cible	Objectifs (900 caractères)
Événement 1					
Événement 2					
Événement 3					
Événement 4					

Impact Humain

Cette section s'intéresse à l'impact humain du projet. Indiquez le nombre de parties prenantes clés du projet, et pour chacune, décrivez brièvement:

i. Les défis auxquels elles faisaient face avant le début du projet

ii. L'impact du projet sur leur vies

iii. Partagez, si possible, une ciration ou un témoignage d'un représentant de chacune des parties prenantes

Il s'agit d'une question facultative. Vous pouvez la laisser sans réponse si elle n'est pas pertinente

Impact Humain	Partie Prenante	Quel est l'impact du projet sur leur vies?	Partagez, si possible, une ciration ou un témoignage d'un représentant de chacune des parties prenantes
1	Le ministère de l'environnement et le centre de surveillance et d'observation environnementale	A date, les cadres du centre ont acquis des compétences pratiques et techniques leur permettant de procéder à la cartographie et la délimitation des zones réservées de l'état et des forêts classées, également de procéder à la surveillance et l'observation de l'environnement à travers le pilotage des drones.	SYLLA, Directeur Général du Centre National de Surveillance et d'Observation de l'Environnement (CNSOE) : « La formation en drone a permis aux cadres du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable en général et ceux du CNSOE en particulier d'être mieux outillés afin d'assurer la surveillance, l'observation, la cartographie et la délimitation des zones réservées de l'état et se positionner éventuellement en termes de riposte face à la dégradation de l'environnement. Il est également un outil d'aide à la décision, les précisions et la rapidité permettent d'obtenir une fiabilité des données environnementales en temps réel »

2	Communauté, autorités, élus, sociétés extractives, Etat...	<p>La synergie d'action entre les différents acteurs pour la valorisation des ressources et savoirs endogènes pour un changement dans la gestion des conflits fonciers a été renforcée et a permis de façon évidente de faciliter : - Un environnement de confiance dans la gestion des conflits ; - Un décloisonnement des relations dans la mise en œuvre des activités ; - Un changement dans les attitudes et savoir-faire.</p>	<p>« Le cadre de dialogue a permis de renforcer la collaboration entre les différents services dont les missions concernent la terre. Toute décision concernant l'attribution d'une parcelle, fait l'objet de concertations entre les services des mines, de l'habitat, de l'environnement pour s'assurer qu'elle n'est pas sur un site minier, une forêt classée, ou une réserve foncière de l'Etat ». Thierno Aliou Diallo, ingénieur aménagiste, chef section habitat construction et contrôle urbain, direction</p>
3	Les cadres de la Direction Nationale des domaines et du cadastre et les services techniques du Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire	<p>La participation active des cadres du Ministère dans le processus d'élaboration des plans fonciers a permis de renforcer davantage leurs capacités, ils ont pu réaliser les levés topographiques eux-mêmes à l'issue de l'encadrement du cabinet des Géomètres et avec les équipements mis à leur disposition par le projet. La mise à leur disposition à la fin du processus d'un Guide d'élaboration des plans fonciers en plus de l'apprentissage issu du processus de mise en place des plans fonciers leur facilitera la reprise de l'exercice après le projet.</p>	<p>M Clément TOLNO, Directeur de la DOCAD, lors de la réunion de restitution des plans fonciers, le 16 Avril 2024, souligne ceci sur l'importance du renforcement des capacités dans la réalisation des plans fonciers : « Les plans fonciers relèvent de nous et leur réalisation avec nos cadres leur a permis d'améliorer leurs capacités d'utilisation des équipements et de comprendre davantage le processus d'élaboration des plans fonciers. Egalement avec les formations qu'ils ont suivies et le guide mis à notre disposition, nous serons à mesure de comprendre les étapes essentielles et réaliser des plans fonciers nous-mêmes car nous avons eu certains équipements avec le projet et appuyés par d'autres bailleurs. La présence des topographes formés par le projet nous facilitera le processus de mise en œuvre d'autres plans fonciers »</p>

4

En plus de l'impact spécifique aux parties prenantes décrit dans les questions précédentes, vous pouvez utiliser cet espace pour décrire tout autre impact humain du projet

Veuillez limiter votre réponse à 4000 caractères

Dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations des actions de plaidoyer menées tout au long du projet en lien avec l'accès sécurisé des femmes et des jeunes aux propriétés foncières et leur implication dans les sphères de prise de décisions, un certain impact a été observé sur le nombre de femmes membres des Délégations Spéciales des communes urbaines des quatre préfectures concernées par le projet. Sur les trente-neuf (39) membres des délégations spéciales des quatre préfectures, dix (10) sont des femmes, d'où un taux de représentativité de 25,64% de femmes. Ceci constitue un résultat satisfaisant. Il s'agit des membres des cadres de dialogue et cliniques juridiques mis en place et appuyés par le projet. Ces désignations sont perçues par les collectivités comme des récompenses de leurs efforts pour le maintien de la paix et la gestion transparente des ressources au niveau de leurs localités.

Les différentes sensibilisations réalisées dans la zone du projet ont contribué à améliorer le climat de collaboration entre les communautés et les entreprises extractives.

Un autre parjuriste de la préfecture de Dubréka témoigne en ces termes : "Auparavant, les communautés des sites d'extraction ignoraient leurs droits fonciers et passaient par les violences pour les revendiquer, mais après le passage du projet, 50% de la population interviewée des zones cibles savent réclamer pacifiquement leur droit foncier auprès des autorités publiques locales et du secteur privé " (Rapport d'Évaluation finale du Projet)

Vous pouvez également joindre un maximum de 3 fichiers dans différents formats (fichiers image, powerpoint, pdf, vidéo, etc.) pour illustrer l'impact humain du projet

OPTIONAL

Fichier 1

OPTIONAL

NEWSLETTER PBF-12_24_53.pdf



Fichier 2

OPTIONAL

Rapport_Final_Enquete_de_Perception_Fin_de_Projet_Goufonciere_Vf_30-08-24-12_25_23.pdf



Fichier 3

OPTIONAL

Rapport_Mission_Conjointe_Mars_2024_Vf-12_25_41.pdf



Vous pouvez également ajouter jusqu'à 3 liens vers des ressources en ligne qui illustrent l'impact humain du projet

OPTIONAL

Lien 1

OPTIONAL

Lien 2

OPTIONAL

Lien 3

OPTIONAL

Veuillez cocher le changement applicable en fonction du récit ci-dessus.

Comment nous avons travaillé:

*

Veuillez sélectionner jusqu'à 3.

- Numérisation améliorée
- Des méthodes de travail innovantes
- Ressources supplémentaires mobilisées
- Cadres politiques améliorés ou initiés
- Capacités renforcées
- Partenariat avec des organisations locales de la société civile
- Élargir les coalitions et galvaniser la volonté politique
- Renforcer les partenariats avec les institutions financières internationales (IFIS)
- Renforcement des partenariats au sein des agences des Nations Unies

Veuillez expliquer l'une des options sélectionnées

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Le projet a appuyé l'élaboration de la politique nationale foncière jusqu'à l'obtention de l'avant projet de la politique nationale foncière en collaboration avec tous les acteurs (Etat, FAO).

Veuillez expliquer l'une des options sélectionnées

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Le projet a continué à travailler avec des organisations de la société civile partenaires qui ont reçu des subventions pour appuyer le consortium dans le cadre de la sensibilisation liée à la préservation de l'environnement et au foncier ainsi que dans la mise en œuvre de certaines activités spécifiques comme : les activités génératrices de revenu, les enquêtes sur les droits fonciers formels et informels et la mise en place en place de certains mécanismes d'aide aux ménages vulnérables. Au total, cinq (5) organisations de la société civile partenaires ont collaboré avec le projet dans la mise en œuvre des activités.

Veuillez expliquer l'une des options sélectionnées

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

L'appui à l'élaboration de la Politique Foncière Nationale continue à se réaliser en étroite coordination et collaboration avec la FAO

Avec qui travaillons-nous (en plus des partenaires de mise en oeuvre) *

- Renforcement des partenariats avec les IFI
- Renforcement des partenariats au sein des agences des Nations Unies
- Partenariat avec des organisations locales de la société civile
- En partenariat avec le milieu universitaire/académique local
- En partenariat avec des entités internationales
- En partenariat avec des entités nationales
- En partenariat avec des volontaires locaux

Expliquez, s'il vous plaît

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Le projet a continué à travailler avec des organisations de la société civile partenaires qui ont reçu des subventions pour appuyer le consortium dans le cadre de la sensibilisation liée à la préservation de l'environnement et au foncier ainsi que dans la mise en œuvre de certaines activités spécifiques comme : les activités génératrices de revenu, les enquêtes sur les droits fonciers formels et informels et la mise en place en place de certains mécanismes d'aide aux ménages vulnérables. Au total, cinq (5) organisations de la société civile partenaires ont collaboré avec le projet dans la mise en œuvre des activités. Les services étatiques au niveau national et les services déconcentrés : les points focaux pour la plupart des directeurs nationaux ou chefs de services au niveau national et les services déconcentrés de l'habitat et du foncier, de l'environnement, des mines, de l'agriculture et les cadres du Ministère de l'Administration du territoire y compris les préfets de la zone de couverture ont été impliqués tout au long du processus pour renforcer la gouvernance foncière et environnementale en Basse Guinée afin de prévenir les conflits fonciers liés à l'exploitation des ressources naturelles et au déplacement en milieu urbain; Les collectivités décentralisées et les bénéficiaires : il s'agit des mairies mais aussi des communautés notamment les femmes, les élus, les jeunes, les chefs religieux L'appui à l'élaboration de la Politique Foncière Nationale continue à se réaliser en étroite coordination et collaboration avec la FAO. Le projet a eu également des interactions avec le milieu universitaire notamment dans le cadre de l'étude de base.

Leave no one behind – Ne laisser personne de côté

Sélectionner tous les bénéficiaires ciblés par les ressources PBF, comme décris dans le document projet

*

Obligatoire

- Persons sans-emploi (Chômeurs)
- Minorités (ex. race, origine ethnique, linguistique, religion, etc.)
- Communautés autochtones
- Personnes handicapées
- Personnes touchées par la violence (par exemple, VBG)
- Femmes
- Jeunesse
- Enfants
- Minorités liées à l'orientation sexuelle et/ou à l'identité et à l'expression de genre
- Personnes vivant dans et autour des zones frontalières
- Personnes touchées par des catastrophes naturelles
- Personnes affectées par les conflits armés
- Personnes déplacées internes, réfugiés ou migrants

Partie IV : Suivi, Évaluation et Conformité**» Suivi**

Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport

*

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Quinze (15) réunions de coordination du projet ont eu lieu au cours de la période avec les membres de l'équipe technique et le secrétariat du PBF et ont permis d'échanger sur la mise en œuvre du projet, afin de formuler les recommandations pour finaliser et clôturer avec succès le projet ;

Six (06) sessions du comité technique de suivi organisées sous le leadership du Ministère de l'urbanisme ont été tenues et nous ont permis de tirer les leçons avec toutes les parties prenantes sur ce qui a marché et ce qui n'a pas marché tout en formulant les recommandations pour améliorer la mise en œuvre. Deux réunions du Comité de pilotage réalisées sous le lead du Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire ont permis de procéder au lancement du projet, d'informer les parties prenantes et de valider des orientations stratégiques et des recommandations du comité technique de suivi ;

Huit (08) visites conjointes de terrain avec la partie nationale et les autres collègues du consortium ont été réalisées dans la zone du projet et ont permis d'informer et d'échanger avec les parties prenantes y compris les autorités locales et les bénéficiaires sur la mise en œuvre du projet. Ces visites de terrain ont également permis de collecter des données et témoignages des bénéficiaires et de réaliser six (06) capsules qui ont fait l'objet de partage avec les parties prenantes.

Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence ?

*

Si seulement certains des indicateurs de résultats ont des lignes de base, sélectionnez 'oui'

- Oui
- Non

Dans l'affirmative, veuillez fournir une brève description. Si ce n'est pas le cas, expliquez pourquoi et quand ils seront disponibles.

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Une enquête de perception a été menée dès le début du projet par le laboratoire de recherche des Sciences Sociales, Humaines et Economiques et a permis de définir les valeurs de référence détaillées, les cibles pour les indicateurs programmés. Un atelier de restitution et de validation du rapport par le Comité Technique de Suivi a été organisé à cet effet le 15 septembre 2022. Les résultats de cette enquête nous ont permis d'établir une base de planification et d'affiner le plan de suivi et l'évaluation des résultats de sorte que l'information obtenue puisse guider une mise en œuvre efficace des activités du projet. Un rapport disponible a été validé par l'ensemble des membres du comité technique de suivi. Ce cadre de référence a permis de déterminer la performance du projet en comparant les indicateurs finaux collectés par l'enquête de perception de fin du projet aux indicateurs de base.

Précisez quelles sources de preuves on a été utilisées pour rendre compte des indicateurs (et sont disponibles sur demande) :

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Le rapport de l'enquête de perception de base, le rapport des résultats de l'enquête de perception de fin du projet, les rapports de mission et de visite de terrain et le cadre logique du projet.

Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données aux niveaux de résultat ?

- Oui
- Non

Veuillez décrire brièvement.

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Suite à l'enquête de perception réalisée au début du projet pour définir le Baseline, une enquête de perception de fin de projet a été menée par le cabinet Insuco et a permis de répertorier les cibles atteintes, les indicateurs atteints à la fin du projet (Endline). Un rapport a été soumis pour des suggestions et validation lors de la dernière session du Comité Technique de Suivi organisé le 31 Mai 2024. Le rapport de cette enquête finale a été validé et partagé avec tous les acteurs. Il y a eu également plusieurs missions de collecte de données qui nous a permis de collecter des témoignages et de réaliser des capsules sur les trois composantes.

Le projet a-t-il utilisé ou mis en place des mécanismes de retour d'information de la communauté ?

- Oui
- Non

Veuillez décrire brièvement.

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Les structures de dialogue et de concertation communautaires mises en place par le projet collectent des données sur les conflits fonciers et participent à leurs résolutions. Ces informations sont partagées sur une plateforme WhatsApp créée pour la circonstance. Il y a également une plateforme numérique d'alerte sur le foncier mise en place et animée par les membres de la coalition citoyenne.

» Evaluation

Le projet est-il sur la bonne voie pour mener son évaluation ? *

- Oui
- Non
- Pas Applicable

Budget pour évaluation finale (en USD)

Réponse obligatoire

50000

Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, et que le budget global du projet est supérieur à 1,5 million de dollars, votre prochaine évaluation est-elle sur la bonne voie ?

- Oui
- Non
- Pas Applicable

Décrire les préparatifs pour l'évaluation

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Contact information	Nom	Organisation	Titre d'emploi	Email
Please mention the focal person responsible for sharing the final evaluation report with the PBF:				

» Effets catalytiques

Effets catalytiques (financiers): À ce jour, le projet a-t-il mobilisé des ressources financières supplémentaires non liées au FBP ? *

- Oui
- Non

Si oui, combien de subventions ou de donateurs supplémentaires le projet a-t-il suscité ? *

2

Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier supplémentaire hors PBF qui a été obtenu par le projet.

-

Nom de donneur *

Fonds TRAC PNUD

Montant en USD *

21400000

2

Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier supplémentaire hors PBF qui a été obtenu par le projet.

-

Nom de donneur *

Fonds Danois

Montant en USD *

300000

Effet catalytique (non financier) : Le projet a-t-il permis ou créé un changement plus important ou à plus long terme dans la construction de la paix ? *

Oui

Non

Si oui, veuillez sélectionner l'option correspondante ci-dessous : *

Peu d'effet catalytique

Effet catalytique important

Le cas échéant, veuillez décrire comment le projet a eu un effet catalyseur (non financier), c'est-à-dire qu'il a éliminé les obstacles au déblocage des processus politiques, institutionnels ou autres de consolidation de la paix bloqués à différents niveaux dans un pays, et/ou créé les conditions nécessaires à la mise en place de nouveaux processus à cette fin

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

En plus du financement du nouveau projet « appui à l'amélioration de la gestion des ressources naturelles dans les zones minières notamment : Kankan et Boké » à hauteur de 1 400 000\$, la mise en œuvre du projet a permis d'obtenir un fonds supplémentaire pour l'appui à la Promotion de la participation des femmes à la consolidation de la paix dans les zones minières (Boké et Kankan) avec un financement à hauteur de 300 000 USD

L'élaboration de la Politique foncière a engendré une synergie d'action avec les autres partenaires technique et financier, dont la FAO, aux côtés de l'Etat notamment le Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, de l'Aménagement du Territoire, ce qui a constitué une étape cruciale de la réforme foncière entreprise par le Gouvernement dont l'aboutissement va consolider la révision du projet de code foncier et domanial.

Compte tenu de l'importance des actions des cadres de dialogue, ils envisagent obtenir des agréments régionaux pour mieux travailler en synergie et gérer les conflits intercommunautaires.

Les cliniques juridiques sont bien sollicitées par les tribunaux de première instance pour gérer certains conflits à caractères spécifiques. Elles cherchent un ancrage au niveau décentralisé du département pour une plus grande visibilité afin de jouer pleinement un rôle de relais communautaire. Il a été également constaté au courant de cette période que les cadres de dialogue à travers leur approche participative ont permis de renforcer la collaboration entre les différents services dont les missions concernent la terre. A présent, les décisions faisant allusion à l'attribution d'une parcelle, font l'objet des concertations entre les services des mines, de l'habitat, de l'environnement pour s'assurer qu'elle n'est pas sur un site minier, une forêt classée, ou une réserve foncière de l'Etat.

Durabilité

Le projet a-t-il un plan de sortie explicite?

Veuillez décrire les mesures prises pour assurer la pérennisation des acquis de la consolidation de la paix au-delà de la durée du projet

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

La participation effective et la responsabilisation des bénéficiaires, des services techniques des ministères du niveau central et déconcentré tout au long du cycle de vie du projet, leur renforcement de capacités et implication dans la mise en œuvre des activités sur les thématiques de gestion de conflits fonciers, du foncier et de l'urbanisme ainsi que sur les questions environnementales, les ont amenés progressivement à acquérir des compétences et à s'approprier graduellement du processus et des outils.

De même, la mise en place des cadres de dialogues, de mécanismes de recours pacifique dont les membres sont issus pour la plupart de ces localités, leur interaction positive avec les services déconcentrés et décentralisés, la recherche des documents juridiques en cours, l'institutionnalisation de ces structures au niveau des collectivités locales et la prise en compte de leur accompagnement dans les plans de développement locaux et plans annuels d'investissement, et la mise en relation avec d'autres partenaires sont des éléments qui pourront faciliter la pérennisation des acquis du projet. Enfin, le renforcement de capacités des cadres des services techniques et des collectivités étant transversal à toutes les composantes, les acquis issus en ces domaines constituent un levier pour la pérennisation. La réalisation des outils de planification et de sécurisation par les cadres de la direction nationale des domaines et du cadastre, la mise à leur disposition des bases de données pour la mise à jour ainsi que des guides d'élaboration, a favorisé davantage l'apprentissage dans le processus et va leur permettre d'être à mesure de répondre à la demande du Gouvernement dans le cadre du développement des outils similaires dans d'autres localités du pays à l'image des exemples du projet.

Ensuite, le processus de mise à la disposition des cadres de concertation et de dialogue des documents de reconnaissance, et dont les plans d'action sont pris en compte dans les plans de développement locaux des collectivités sont des éléments qui favorisent leur légitimité, leur responsabilisation et leur appropriation du processus de mise en œuvre pouvant les amener à reproduire ou améliorer les mêmes actions de pérennisation de la paix autour du foncier et de façon durable. Il en est de même que l'homologation des accords des cliniques juridiques par les tribunaux qui est une étape cruciale du renforcement de la synergie d'action permettant de réduire drastiquement les conflits fonciers de façon durable dans ces localités

Le projet a eu des effets catalytiques en générant d'autres financements comme ceux de la FAO, du PNUD et du Danemark.

Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires?

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Pour continuer à renforcer l'efficacité des mécanismes de dialogue et de concertation communautaire ainsi que ceux participatifs, il est évident d'intégrer leurs renforcements de capacités continus notamment sur leurs missions, les techniques de plaidoyer, de communication, l'élaboration et la gestion des projets ainsi que la mobilisation des ressources y afférentes dans les priorités au niveau national et local. Ceci pourrait constituer aussi un gage complémentaire de pérennisation des acquis du projet.

Activités de suivi et de contrôle

Veuillez décrire les événements clés de surveillance et de contrôle. Veuillez cliquer sur Continuer si aucune activité n'a encore eu lieu.

Événement clé de surveillance et de contrôle	Nom de l'événement	Résumé	Constatations
Événement 1	Huit (08) visites conjointes de terrain avec la partie nationale et les autres membres du consortium ont été réalisées dans la zone du projet.	Les visites conjointes de terrain avec la partie nationale et les collègues du consortium ont permis de faire des prises de contact, d'informer et d'échanger avec les autorités locales et les parties prenantes du projet la mise en œuvre du projet. Ces visites de terrain ont également permis de collecter des données, témoignages des bénéficiaires et de produire six (06) capsules.	Les autorités et autres parties prenantes sont informées davantage sur le niveau de mise en œuvre et la visibilité du projet a été davantage assurée. Ces visites ont permis de finaliser les activités résiduelles sur le terrain et d'assurer le suivi en apportant des mesures correctives.
Événement 2	15 Réunions de coordination avec l'équipe technique.	Quinze réunions de coordination avec l'équipe technique, tenues au cours de la mise en œuvre, ont permis de partager les informations sur le niveau d'exécution, les difficultés et les manières de s'y prendre et enfin de formuler les recommandations pour une clôture réussie du projet.	Les activités résiduelles essentielles ont été finalisées ; Les actions non prises ont été répertoriées avec identification des responsables pour leur exécution avant la clôture du projet.
Événement 3	Deux missions de suivi du secrétariat PBF dans la zone du projet.	Ces missions ont permis au secrétariat du PBF de formuler des recommandations pertinentes à l'équipe du projet qui ont été prises en compte pour améliorer la mise en œuvre et produire plus d'impacts	Des constats faits sur la lenteur de la mise en œuvre à des endroits et d'autres dysfonctionnement dans la mise en œuvre partagés avec l'équipe de projet pour action.

Événement 4	Six (06) réunions du comité technique de suivi du projet organisées avec les parties prenantes.	Six (06) réunions du comité technique de suivi qui constitue l'instance opérationnelle du projet, ont eu lieu avec toutes les parties prenantes notamment les points focaux des ministères impliqués, l'équipe technique et le secrétariat du PBF et ont permis d'informer tous les acteurs sur la mise en œuvre du projet, de tirer les leçons apprises sur ce qui a marché et ce qui n'a pas marché afin de formuler des recommandations pour le comité de pilotage.	Les recommandations sont formulées dans un compte rendu et partagées avec les parties prenantes ; Les premiers résultats de l'enquête de perception de fin de projet sont partagés, des suggestions apportées pendant l'une des réunions du comité technique de suivi pour la validation.
Événement 5	Deux réunions du Comité de pilotage réalisées sous le lead du Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire	Ces réunions qui ont impliqué les points focaux des ministères impliqués, les autorités locales, les OSC, l'équipe technique et le secrétariat PBF ont permis d'échanger avec les parties prenantes du projet sur l'état d'avancement et les difficultés. Elles ont aussi permis de proposer des recommandations à l'équipe du projet pour améliorer la mise en œuvre et de prendre des décisions importantes pour orienter la mise en œuvre du projet.	Cette instance étant au niveau stratégique et nécessitant la présence des ministres est souvent confrontée à une question de disponibilité et de mobilisation de ces hauts cadres, rendant ainsi difficile la tenue des réunions ; ce qui explique d'ailleurs l'annulation du dernier Comité de pilotage.
Événement 6			
Événement 7			
Événement 8			

Étapes finales

- Veuillez enregistrer une copie PDF du formulaire en cliquant sur l'icône *Imprimante* qui se situe en haut, à droite de la page.
- Une boîte de dialogue apparaîtra : Veuillez sélectionner le format A4 et l'orientation portrait.
- Cliquez sur "préparer" et enregistrez le document au format PDF.
- (Si, à la première tentative, le document PDF n'est pas lisible, fermez la page ouverte en pop-up et revenez à la première page du formulaire en ligne en utilisant l'option "Retour au début" et essayez d'imprimer la version PDF à partir de là).
- Après avoir imprimé la version PDF, soumettez le rapport à la dernière page du formulaire. Vous pouvez utiliser le bouton "Aller à la fin" dans le coin inférieur droit.
- **Veuillez télécharger la version PDF du rapport ainsi que votre rapport financier au format Excel sur la passerelle MPTF-O.**

Si vous rencontrez des difficultés à remplir le formulaire ou à générer l'impression pour MPTFO Gateway, veuillez contacter Gabriel Velastegui gabriel.velasteguimoya@un.org

Merci. Vous avez terminé le rapport. Veuillez cliquer sur le bouton SUBMIT ci-dessous. Quand votre rapport est soumis, une bande jaune vous l'annoncera en haut de la page. Cela peut prendre quelques secondes
